



HAL
open science

La démographie agricole française : combien d'exploitations agricoles en 2015 ?

Laurent Piet

► **To cite this version:**

Laurent Piet. La démographie agricole française : combien d'exploitations agricoles en 2015 ?. Série Alimentation - Agriculture - Environnement, 2008, 15, pp.2. hal-01462480

HAL Id: hal-01462480

<https://hal.science/hal-01462480>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emplois agricoles et ruraux

EDITO



Producteur de connaissances nouvelles et d'innovations dans les domaines de l'alimentation, l'agriculture et l'environnement, l'Inra s'intéresse aux acteurs concernés, des consommateurs aux agricul-

teurs. Ainsi, la recherche analyse les évolutions de l'activité agricole et du métier d'agriculteur, dans ses spécificités et ses liens avec la société. L'activité agricole se complexifie ; le modèle familial n'est plus la référence unique. Les aspirations des agriculteurs en matière de condition de travail évoluent, comme celles de la société française. En retour, cette dernière attend du secteur agricole qu'il produise « plus, autre chose et autrement ». Comprendre ce double mouvement est une nécessité pour aider aux changements et à la conception de politiques agricoles, environnementales ou rurales efficaces et acceptées. Les travaux portent également, en amont sur l'organisation du travail dans les exploitations agricoles et la démographie agricole, et en aval sur les territoires et les dynamiques de l'emploi, de l'activité et de la résidence en milieux ruraux. Au-delà de leurs résultats propres, ces recherches élargissent et renouvellent nos pratiques partenariales ; elles permettent d'interagir avec les parties prenantes et de proposer des innovations pour l'agriculture et la société.

Marion Guillou
Présidente de l'Inra



QUELQUES REPÈRES

Avec **326 000 exploitations professionnelles agricoles** en 2007, la France a perdu près de la moitié de ses effectifs en vingt ans.

La baisse du nombre des exploitations agricoles est une tendance observée dans l'ensemble de l'UE15.

Entre 1988 et 2007 :

- **La taille des exploitations n'a cessé d'augmenter** (77 ha en moyenne en 2007) et se situe bien au dessus de la SAU* moyenne des exploitations de l'UE15 (46 ha).
- **La part des sociétés a été multipliée par 4**, pour atteindre plus de 40% en 2007.
- En parallèle, **le nombre de salariés agricoles s'est maintenu** autour de **200 000 équivalents temps plein**, renforçant la place du salariat dans la main d'œuvre des exploitations (14% en 1988 et 26% en 2007). Cette évolution est constatée sur l'ensemble de l'UE15.
- Après une précarisation des emplois entre 1988 et 2000, **la part des emplois saisonniers s'est stabilisée** sur la dernière période autour de **40% des emplois salariés**

* Surface agricole utile
Source : Enquête structure 2007 et Rica Européen 2006

LE PARTENARIAT INRA / MSA



Signature de la convention cadre de partenariat CCMSA - Inra, le 28 février 2008 au Salon international de l'agriculture, portant sur l'amélioration de la connaissance des populations agricoles, en particulier les conditions de développement d'emplois de qualité et les territoires ruraux.

Interview de Gérard Pelhate, président de la CCMSA

Que vous apporte le partenariat avec Inra ?

Gérard Pelhate : Plusieurs Organisations professionnelles agricoles, dont la MSA, ont demandé à l'Inra de mobiliser son potentiel de recherche sur les questions économiques, sociales et humaines de l'agriculture. Marion Guillou, présidente de l'Inra, a répondu positivement à cette demande. Une première réunion en juillet 2006, entre la MSA et l'Inra, a clairement montré l'intérêt commun de partager les informations et de développer les collaborations. L'objectif de la MSA est d'agir de concert avec d'autres organisations agricoles et sociales sur les conditions de l'emploi pour améliorer sa qualité, permettre son développement, assurer sa pérennité.

Qu'attendez-vous des déclinaisons de ce partenariat dans les régions ?

G. P. : En tant que régime de protection sociale, la MSA a, dans le domaine de l'emploi, une responsabilité clairement assumée. Nous jouons sur plusieurs registres (assujettissement, cotisations, santé, santé-sécurité au travail, statistiques) et avons, en matière d'emploi, une conception très claire : ouvrir les partenariats pour construire des dispositifs d'accompagnement adaptés aux populations, aux filières et aux territoires.

Ainsi, quand une équipe de l'Inra fait une recherche sur la déprise foncière à partir du fichier parcellaire d'une caisse, nous abordons l'installation et l'assujettissement, avec un objectif : maintenir des terres pour la production agricole par un projet viable économiquement.

Quand nous facilitons le dialogue entre les chercheurs, les exploitants agricoles et les salariés, nous bénéficions, en retour, du regard et du diagnostic des scientifiques, et nous en tirons une philosophie pour l'action.

La protection sociale agricole française a une capacité à innover, améliorations sociales, nouveaux dispositifs, que les recherches de l'Inra contribuent à nourrir. Au-delà des seules données statistiques, nous apportons à l'Inra une connaissance fine des acteurs et assurés, en quelque sorte, le relais du terrain.

« Comprendre les évolutions du travail et de l'emploi agricole et rural en appui aux acteurs et aux politiques publiques »

Les recherches de l'Inra sur le travail et l'emploi en agriculture et, plus généralement, en milieux ruraux s'inscrivent dans une triple finalité : décrire les évolutions, en comprendre les ressorts et, dans une perspective normative, proposer des solutions pour faciliter les changements jugés favorables ou, au contraire, inverser ceux considérés comme négatifs. Au-delà de la seule démographie et des données macroéconomiques (nombre d'agriculteurs et d'exploitations agricoles, part du salariat et formes de ce dernier, etc.), nul ne contestera que le monde agricole vit aujourd'hui une réelle mutation dont il convient d'analyser les déterminants et les effets : diversité des activités des agriculteurs et des formes d'exercice de ces activités ; recombinaison des identités professionnelles et diversité des trajectoires de cycle de vie ; évolution des dispositifs d'accompagnement et de conseil ; insertion de la population agricole, en déclin, dans les territoires ruraux et construction d'enjeux partagés avec les acteurs territoriaux non strictement agricoles ; etc. Deux axes de recherche sont poursuivis en parallèle et en interaction étroite. Le premier vise, dans le



Hervé Guyomard, directeur scientifique société, économie et décision

cadre de recherches pluridisciplinaires et très souvent partenariales, à comprendre les modalités d'organisation du travail dans les exploitations. Le second élargit la perspective en s'intéressant aux dynamiques des espaces ruraux : caractéristiques de ces territoires, comportements individuels et collectifs à l'œuvre, politiques publiques appliquées, etc. : sont notamment analysées les logiques de localisation et de mobilité des activités, des individus et des emplois, ainsi que les modalités de construction des cadres de vie en milieu rural et les attentes de la société à l'égard des agriculteurs en ce domaine. Ces recherches sont sources d'avancées cognitives majeures (en économie géographique par exemple) et d'applications concrètes et partagées dans le cadre d'une recherche action.

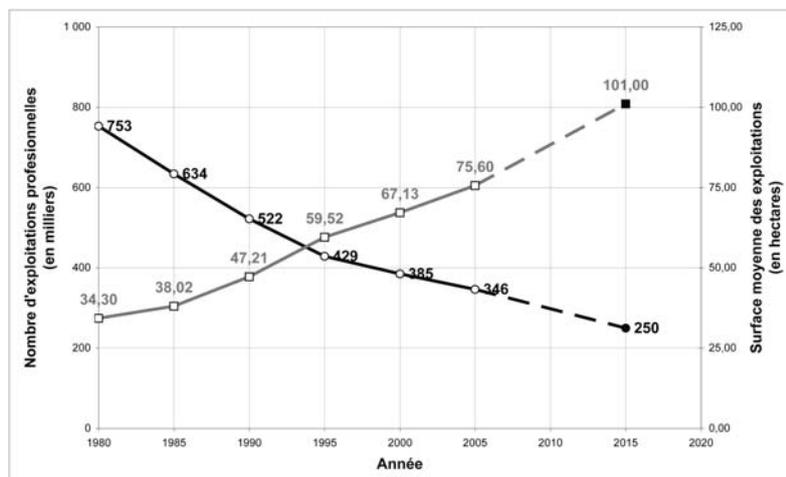
LA DÉMOGRAPHIE AGRICOLE FRANÇAISE : COMBIEN D'EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2015 ?

Les travaux ayant pour objectif d'estimer le nombre d'exploitations agricoles à un horizon donné s'appuient sur l'étude de l'évolution des propriétés statistiques de la distribution de ces exploitations en fonction de leur surface, selon la méthode dite des chaînes de Markov non stationnaires. En utilisant les observations des 25 dernières années, on estime à environ 250 000 la population des exploitations agricoles professionnelles françaises à l'horizon 2015 : la reprise d'une décroissance au rythme de 3% par an à nouveau constatée depuis 2005 se

maintiendrait donc à moyen terme. Sous l'hypothèse d'une surface totale utilisée par les exploitations professionnelles stable à un peu plus de 25 millions d'hectares, la surface moyenne dépasserait 100 hectares en 2015 ; à cette date, 10% des exploitations seraient supérieures à 250 hectares. Les recherches visent maintenant à préciser l'impact des politiques agricoles, notamment du découplage des aides du 1^{er} pilier de la PAC, sur ces dynamiques.

Laurent Piet, UMR SMART, Rennes

Evolution passée et projection à l'horizon 2015 du nombre (échelle de gauche) et de la surface moyenne (échelle de droite) des exploitations professionnelles françaises



Source : Calculs Inra sur la base des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

LES PRINCIPAUX AXES DE RECHERCHE

ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL EN AGRICULTURE

Jean-Marc Meynard

chef du département « Sciences pour l'action et le développement »



L'organisation du travail et les conditions de travail des agriculteurs évoluent : éclatement du modèle familial d'agriculture, évolution des attentes des agriculteurs vis-à-vis du temps libre, enjeux sur l'adaptation des systèmes dans un souci de compétitivité et de respect de l'environnement. Les travaux conduits visent à comprendre ces dynamiques d'évolution du travail dans les exploitations et à accompagner l'agriculteur dans sa réflexion sur les mutations de son système et des conditions de travail. Sur ce dernier plan, des modèles et méthodes pour qualifier et évaluer l'organisation du travail ont été développés tant pour les exploitations de grandes cultures que pour les exploitations d'élevage. Pour les exploitations de grandes cultures, Le logiciel OTELO® a été utilisé pour développer, en collaboration avec AgroTransfert Picardie, une méthode de conseil afin d'aider les agriculteurs à raisonner leurs charges de mécanisation. En élevage, la méthode Bilan Travail (Inra – Institut de l'Elevage) propose une démarche centrée sur l'analyse des temps de travaux et des marges de manoeuvre en temps. Elle permet de constituer des références sur les systèmes de production et de mettre en place des actions de conseil (individuel et collectif) sur les thèmes de la souplesse et de l'efficacité de l'organisation du travail. Le modèle ATELAGE analyse l'articulation entre les activités à rythmes quotidiens (traite, surveillance par exemple) et les activités non quotidiennes (vente aux marchés, travaux de dehors). Il traite des régulations qu'imposent d'autres activités y compris privées. Il est mobilisé dans la construction des méthodes de conseil travail pour l'installation et en élevage ovin.

TRANSFORMATION DES EMPLOIS EN AGRICULTURE : L'EXEMPLE DE LA PLURIACTIVITÉ

La pluriactivité, c'est-à-dire l'exercice d'un autre métier dans l'industrie ou les services, est aujourd'hui un modèle d'emploi très significatif : plus du tiers des agricul-

teurs français sont pluriactifs. Cette pluriactivité est diverse, présente aussi bien dans des petites structures qui peuvent ainsi se maintenir que dans des unités de plus grande dimension qui tirent profit de la proximité de centres urbains, d'activités touristiques et de loisir, etc.

Les recherches sur la pluriactivité permettent d'interroger la façon dont les politiques publiques intègrent cette dimension de l'activité agricole et ce modèle d'emploi aux plans juridique, économique, social et territorial. Elles montrent l'absence d'émergence d'un statut professionnel de pluriactif agricole alors qu'un tel statut voit le jour dans d'autres secteurs économiques où se développe également la pluriactivité. D'autres travaux s'attachent à comprendre le sens donné par les pluriactifs à leur activité agricole, notamment dans les exploitations d'élevage. Ils montrent que l'activité agricole des pluriactifs n'est pas toujours économiquement rentable et que d'autres facteurs sont à l'origine du choix de conserver une activité agricole : mode de vie, reconnaissance sociale, possibilité d'exercer une certaine forme d'intelligence, épanouissement au travail, etc. ; ces apports 'subjectifs' du travail agricole sont d'autant plus précieux que le deuxième travail ne procure que très rarement de telles satisfactions. Comprendre ce rapport subjectif au travail est par ailleurs très éclairant des choix techniques et organisationnels opérés par les agriculteurs pluriactifs ; ceci s'applique également à d'autres formes d'exercice de l'activité agricole au sens large aujourd'hui en croissance comme, par exemple, la vente directe ou en circuits courts, le tourisme à la ferme, etc.

EMPLOIS AGRICOLES, EMPLOIS RURAUX ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Bertrand Schmitt

chef du département « Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement »



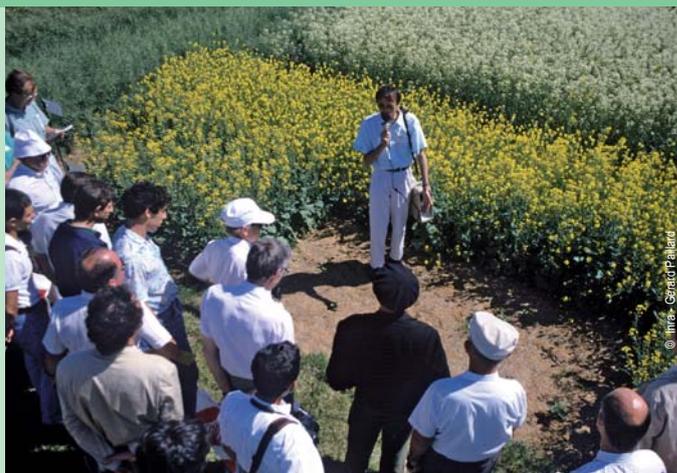
La décroissance continue du nombre d'emplois agricoles se traduit par un fort déclin du poids de l'agriculture dans

les emplois ruraux. Rares sont aujourd'hui les zones rurales françaises où l'agriculture et les secteurs qui lui sont directement liés, base historique des économies rurales, pèsent plus du sixième des emplois totaux. Ils sont largement dominés par le poids croissant des activités destinées à satisfaire les besoins des populations locales, socle d'une économie « résidentielle », plus ou moins associée à des emplois industriels. C'est cette nouvelle combinaison des activités rurales qui explique la croissance contemporaine des emplois ruraux. Parce que s'appuyant principalement sur la dynamique démographique locale, cette croissance est inégalement distribuée sur le territoire (elle est plus sensible dans les espaces périurbains et ne concerne que marginalement les zones rurales isolées) et peut s'avérer fragile du fait de sa dépendance aux politiques dont relèvent les services « administrés ». Elle est relayée, ou même amplifiée, par le développement d'activités récréatives ou touristiques, dans des lieux qui réunissent les conditions d'un tel développement mais qui subissent alors les aléas saisonniers et conjoncturels de telles activités. Enfin, le développement des emplois industriels ruraux est imputable à des avantages géographiques spécifiques aux territoires de faible densité qui compensent le fait que les espaces ruraux accueillent préférentiellement des secteurs ayant plus fortement subi la crise industrielle. La recherche vise aujourd'hui à mieux identifier et quantifier la nature de ces avantages.

LE CONSEIL AGRICOLE : DES MÉTIERS EN ÉVOLUTION

Le conseil agricole fait intervenir de nombreux acteurs : chambres d'agriculture, instituts techniques, coopératives, négociants privés, etc. Au-delà de l'analyse des conditions d'exercice du métier de conseiller, les chercheurs s'intéressent aux évolutions de l'organisation du conseil en agriculture. Dans ce cadre, ils ont notamment proposé et évalué la possibilité que les chambres d'agriculture puissent occuper une place de médiateur, en complément de leur rôle traditionnel de transfert des techniques : médiateur entre la profession agricole et les autres acteurs des milieux ruraux (industriels, agences de l'eau, collectivités locales, etc.), entre la recherche et les praticiens du développement, et entre agriculteurs. Ils analysent aussi le rôle croissant des coopératives agricoles dans le domaine du conseil technique et ses implications, notamment en termes de compétences à acquérir et de services à offrir aux adhérents.

Marianne Cerf, UMR SADAPT, Paris-Grignon



LE MAINTIEN DU SALARIAT AGRICOLE



Eric Cahuzac, Unité ESR, Toulouse

La part du salariat permanent dans la main d'œuvre des exploitations augmente. Cette évolution résulte d'un double mouvement, la légère baisse de la quantité de travail salarié permanent par exploitation étant surcompensée par la forte augmentation du pourcentage des exploitations employant des salariés.

- Le deuxième mouvement peut être relié à deux causes, la croissance de la dimension économique des exploitations et l'augmentation de la proportion des ménages agricoles où au moins un des membres exerce une activité professionnelle à l'extérieur ; cette deuxième évolution est elle-même à mettre en relation avec la hausse du niveau de formation générale des conjoints et par suite, du niveau de rémunération du travail extérieur.

- La diminution de la quantité de travail salarié par exploitation s'inscrit dans le mouvement général de baisse des actifs agricoles. Il est également lié à la croissance des coûts de la main d'œuvre conjuguée à une hausse de la productivité apparente du travail salarié ; cette dernière est liée au développement des groupements d'employeurs qui permet d'ajuster au plus près la demande de travail salarié sur l'exploitation.

UN SALARIAT AGRICOLE JEUNE, PEU FORMÉ ET FAIBLEMENT RÉMUNÉRÉ



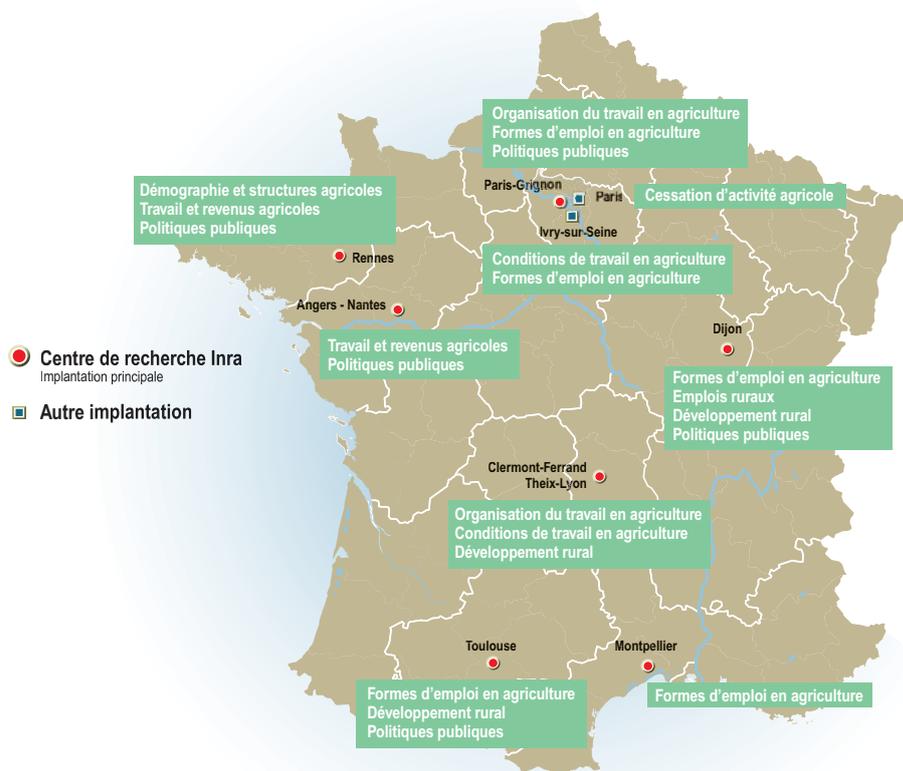
Cécile Détang-Dessendre, UMR CESAER, Dijon

Comme celui des autres industries mais à la différence des services, le salariat agricole est très majoritairement masculin (aux 3/4).

Alors que les exploitants agricoles sont en moyenne plus âgés que les autres actifs français, les salariés agricoles sont un peu plus jeunes. Ils occupent des emplois peu qualifiés (80% sont des emplois d'ouvriers) et ont des niveaux de formation très nettement inférieurs à ceux de l'ensemble de la population active : plus de 40% des salariés agricoles ont au mieux le brevet des collèges alors que cette proportion n'est que de 25% au niveau de toute la population active.

Les salariés agricoles français ont perçu un salaire mensuel net d'environ 1000 euros en 2005, niveau comparable à celui des employés des services à la population : ces deux secteurs d'activité offrent les perspectives salariales les plus faibles pour les postes d'ouvriers et d'employés, inférieures de près de 25% à ce que peuvent espérer les ouvriers des autres industries. Le développement de nouvelles formes d'emplois et d'employeurs (groupement d'employeurs) permet toutefois d'espérer une augmentation des niveaux de qualification et de rémunération.

UNITÉS DE RECHERCHE SUR LE TRAVAIL ET LES EMPLOIS AGRICOLES ET RURAUX



QUELQUES PROGRAMMES DE RECHERCHE

Programme européen (STREP) PARASOL (2006-2009) : Quelles stratégies sanitaires durables dans les élevages ovins conduits en agriculture biologique ?

L'objectif est d'expliquer les manières de travailler des éleveurs à travers le récit de leurs pratiques, puis de s'interroger sur une relation entre ces manières de travailler et les performances sanitaires des éleveurs.

Au sein du programme ANR ADD (Agriculture et Développement Durable), plusieurs projets ; par exemple

- **Projet TRANS** : Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces (2005-2008). Recherche comparative internationale portant sur les questions de l'emploi et du travail dans les exploitations d'élevage de type familial dans différents pays (France, Argentine, Brésil, Sénégal, Vietnam).

- **Projet SPADD** : Territoires et métiers d'éleveurs porcins en élevage intensif (2007-2010). Recherche visant à analyser comment les exigences du développement durable redéfinissent le métier d'éleveur et ses rapports aux territoires.

Programme Pour et sur le développement rural, troisième génération (PSDR3) (2007-2010)

Le programme PSDR3, engagé sur 2007-2011, est commun à l'Inra, au Cemagref et au Cirad et est conçu en partenariat avec les conseils régionaux de dix régions administratives. Il répond à un enjeu de connaissances génériques sur le développement régional, incluant la production de cadres théoriques d'analyses, de méthodes et d'outils de recherche. Au sein de ce programme, plusieurs projets sur l'emploi et le travail agricole et rural : précarité en milieu agricole, emploi dans les exploitations pluriactives, etc.

EXEMPLES DE PARTENARIAT

Partenariat avec la Mutualité sociale agricole (MSA)

Convention-cadre de partenariat pour développer des travaux de recherche sur l'emploi rural et les territoires, contribuer à des actions d'information (colloques, publications) et de formation.

RMT « Travail en Elevage »

Le réseau mixte technologique « travail en élevage » a pour objectif de coordonner et mutualiser les recherches et d'organiser le transfert auprès des acteurs. Il associe 20 organismes de recherche, formation et développement.

UNE PROSPECTIVE

Nouvelles ruralités : les devenirs du rural de la France dans l'Europe à l'horizon 2030 (juin 2008).

Explorer des futurs possibles du rural en s'intéressant à la notion même de ruralité ; analyser les transformations en cours des espaces ruraux en s'interrogeant sur les modes de différenciation des espaces, sur la diversité des ruralités et leur devenir.

Directeur de la publication Pierre Establet
Coordination Valérie Toureau,
Hervé Guyomard
Iconographie Photothèque Inra,
PAO Patricia Perrot
Création graphique Chromatiques Editing

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
147 rue de l'Université 75338 Paris Cedex 7
Tél. : + 33(0)1 42 75 90 00
Fax : + 33(0)1 42 75 91 72
www.inra.fr

© Inra Mission communication